

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Dans la discussion sur la cantonalisation des bourses, les bourses octroyées par les institutions privées ou des particuliers n'ont pas reçu l'attention qu'elles méritaient.

Ces bourses sont en fait peu connues, même des requérants. En outre, les listes qui récapitulent les diverses possibilités d'obtenir une bourse sont dépassées ou incomplètes. C'est pourquoi, il s'avère indispensable dans un premier temps, de constituer une liste de tous les organismes ou particuliers qui offrent des bourses et de la faire connaître aux requérants.

En second lieu, il conviendra d'examiner quelles mesures seraient propres à inciter davantage les particuliers (personnes physiques et morales) à offrir des bourses.

*Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 7. November 1984**Réponse écrite du Conseil fédéral du 7 novembre 1984*

La requête fondamentale de ce postulat nous apparaît justifiée. Il existe effectivement une nécessité de faire mieux connaître et de rendre ainsi plus accessibles les très nombreuses institutions publiques et surtout privées qui octroient des bourses. Plusieurs listes de ces institutions sont aujourd'hui périmées, du moins en partie. Citons le Répertoire des bourses suisses de l'Association suisse pour l'orientation professionnelle et la protection des apprentis, Zurich (1961), le Répertoire des bourses suisses de la fondation suisse Pro Juventute, Zurich (1973), le Répertoire des fondations, OCFIM, Berne (1981), le Manuel de la promotion publique et privée de la culture, Berne (1983), ainsi que les répertoires séparés des bourses de divers cantons (qui énumèrent les institutions publiques et privées octroyant des bourses dans les cantons respectifs).

Les Chambres fédérales ont approuvé, le 5 octobre 1984, comme on sait, le projet de répartition des tâches entre la Confédération et les cantons en matière de bourses et confirmé ainsi la nécessité de réduire l'engagement de la Confédération dans ce domaine. Le postulat devrait donc plutôt être refusé, même si la promulgation d'une loi-cadre sur les bourses devait conserver une certaine part de responsabilité à la Confédération.

Le point 1 du postulat requiert de la Confédération qu'elle récapitule les institutions publiques et privées qui octroient des bourses en Suisse. Abstraction faite du coût élevé de l'opération – il faudrait demander leur adresse, leur objectif, leurs conditions d'octroi et autres informations à quelque 1500 à 2000 fonds et fondations – un tel répertoire ne serait que d'une utilité restreinte s'il n'était pas périodiquement mis à jour, publié et vendu. Une tâche de cette envergure ne peut cependant guère, dans l'état actuel des choses, être l'affaire de la Confédération, ceci indépendamment du scepticisme que manifestent les éditeurs de tels répertoires, se fondant sur les expériences faites jusqu'à présent, à l'égard d'une nouvelle édition qu'ils ne jugent pas d'une très grande valeur. Il nous paraîtrait plus indiqué de désigner tout d'abord un bureau central qui se ferait connaître d'une manière générale et aurait une connaissance aussi vaste que possible de toutes les institutions accordant des bourses. Ce bureau ne devrait évidemment pas être un office fédéral. Quelque chose aurait ainsi été fait dans le sens du point 2 du postulat. Des services administratifs, de consultation et autres devraient savoir où ils peuvent envoyer les intéressés éventuels. Il conviendrait de ne pas se limiter aux bourses de formation, mais d'examiner également qui pourrait faire office de bureau d'information dans le cas des bourses privées à des fins de recherche ou, par exemple, des bourses pour étrangers. En cas d'acceptation du postulat sur ce point, nous prendrons contact avec les intéressés (notamment la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique, la Conférence intercantonale des préposés aux bourses, Pro Juventute, le Fonds national suisse, le secrétariat de la Commission fédérale des bourses pour étudiants étrangers), afin de chercher une solution appropriée.

Nous serions heureux que l'on puisse inciter autant de particuliers que possible à octroyer des bourses (point 3). Pour les raisons précitées, nous sommes néanmoins d'avis que cette démarche n'est pas l'affaire de la Confédération. Nous ne pouvons par conséquent accepter que le point 2 du postulat.

*Schriftliche Erklärung des Bundesrates**Déclaration écrite du Conseil fédéral*

Le Conseil fédéral est prêt à accepter le point 2 du postulat. Il propose en revanche de rejeter les points 1 et 3.

*Überwiesen gemäss Antrag des Bundesrates**Transmis selon la proposition du Conseil fédéral*

84.524

Postulat Lüchinger**Hochschulen.****Rationalisierung und Zusammenarbeit****Universités.****Rationalisation et collaboration***Wortlaut des Postulates vom 26. September 1984*

Der Bundesrat wird eingeladen

1. die Koordinierung und Rationalisierung sowie, wo dies möglich und sinnvoll ist, die Zusammenlegung von Lehre und Forschung unter den beiden Eidgenössischen Technischen Hochschulen sowie unter den Hochschulen insgesamt zu fördern, mit dem Ziel, dadurch eingesparte Mittel für neue Hochschulaufgaben einzusetzen;

2. über die konkreten Einzelziele und die bisherigen Erfolge dieser Bemühungen zuhanden des Parlamentes einen Bericht zu erstellen; dieser soll insbesondere auch aufzeigen, mit welchen konkreten Erfolgen der Bundesrat bisher von Artikel 13 des Hochschulförderungsgesetzes Gebrauch gemacht hat.

Texte du postulat du 26 septembre 1984

Le Conseil fédéral est invité à

1. encourager la coordination et la rationalisation, voire, lorsque cela est possible et judicieux, la centralisation de l'enseignement et de la recherche dans les deux Ecoles polytechniques ainsi que dans les diverses universités, aux fins d'engager les fonds ainsi libérés dans de nouvelles activités de niveau universitaire;

2. faire rapport au Parlement sur les objectifs spécifiques qui auront été fixés et sur les résultats auxquels ces efforts auront permis d'aboutir, en précisant notamment dans quels cas concrets il aura appliqué avec succès l'article 13 de la loi sur l'aide aux universités.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Allenspach, Ammann-Bern, Aregger, Bonny, Bremi, Cincera, Eppenberger-Nesslau, Feigenwinter, Frei-Romanshorn, Früh, Geissbühler, Giger, Hofmann, Nef, Oehler, Pfund, Schnyder-Bern, Schwarz, Tschuppert, Wanner, Weber-Schwyz, Wyss (22)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

1. Die schwierige Finanzlage des Bundes und der Kantone stellt die Entwicklung der eidgenössischen und kantonalen Hochschulen vor grosse Schwierigkeiten. Neue Fachgebiete wie die Informatik, die Mikroelektronik und die Biotechnik können nicht mit den wünschbaren umfangreichen Mitteln kraftvoll gefördert werden. Die ETH in Zürich und in Lausanne leiden zudem auch unter der Folge des Personalstopps.

2. In der heute gegebenen wirtschaftlichen und finanzpolitischen Gesamtsituation ist eine Korrektur von der Einnahmenseite her realistischerweise kaum möglich. Daher müssen die für neue Aufgaben von Lehre und Forschung erforderlichen Mittel vor allem durch Einsparungen in anderen Bereichen des Hochschulwesens freigemacht werden. Einzelne Bestrebungen in dieser Richtung wurden bereits unternommen.

3. Die Situation ist jedoch so prekär, dass Rationalisierungen und Einsparungen durch Koordination und Zusammenlegung bisheriger Hochschulleistungen in einem sehr viel einschneidenderen Ausmass realisiert werden müssen, als dies bis heute geschah. So wünschbar eine örtliche, sachliche und personelle Dezentralisierung von Lehre und Forschung an sich ist, so steht heute die Aufrechterhaltung einer genügenden Hochschultätigkeit an sich in Frage. Vor dieser Priorität muss das Anliegen der Dezentralisierung klar zurücktreten. Die notwendigen Strukturbereinigungen werden nur mit einer weitblickenden Unterstützung der politischen Behörden möglich sein.

4. Es ist darauf aufmerksam zu machen, dass das Ziel der Koordination der verschiedenen Hochschulplanungen in Artikel 19bis des Hochschulförderungsgesetzes niedergelegt ist. Gemäss Artikel 13 des gleichen Gesetzes können Sachbeiträge an kantonale Hochschulen verweigert werden, wenn eine Sachinvestition den Erfordernissen einer sinnvollen Zusammenarbeit der schweizerischen Hochschulen widerspricht. Ein Rechenschaftsbericht über die bisherige Handhabung dieser Bestimmung ist wünschbar.

Anlässlich der Übernahme der EPUL durch den Bund ist seinerzeit sehr eindringlich auf die Notwendigkeit einer intensiven Zusammenarbeit und Koordination bei den Eidgenössischen Technischen Hochschulen hingewiesen worden. Der damalige Bundesrat H. P. Tschudi erklärte am 18. Juni 1968 im Ständerat: «In den wissenschaftspolitischen Diskussionen in Ihrem Rat, im Nationalrat und auch in der Öffentlichkeit wird die Aufgabe der Kooperation oder Koordination sehr stark unterstrichen. Bei den kostspieligen technischen Wissenschaften ist sie ganz besonders wichtig. Ich glaube nicht zu übertreiben, wenn ich sage, dass die Übernahme der EPUL durch den Bund die sicherste und beste Gewähr für die Koordination bietet, denn die beiden Hochschulen werden unter einer einheitlichen Leitung stehen.»

Diese Zielsetzung des Jahres 1968 muss unter den heutigen prekären Finanzbedingungen der öffentlichen Hand mit Entschiedenheit durchgesetzt werden.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates vom 7. November 1984

Déclaration écrite du Conseil fédéral du 7 novembre 1984

Der Bundesrat ist bereit, das Postulat entgegenzunehmen.

Überwiesen – Transmis

84.525

Postulat Lüchinger

ETH Zürich. Verzicht auf Pharmazie

EPF de Zurich

Suppression de la section de pharmacie

Universitäten zu überlassen. Die dadurch eingesparten Mittel sind für neue dringende Aufgaben der ETH Zürich einzusetzen.

Texte du postulat du 26 septembre 1984

Le Conseil fédéral est chargé, en vue de la concentration et de l'utilisation plus rationnelle des moyens financiers, de supprimer à moyen terme la section de pharmacie de l'EPF de Zurich et de confier cette branche de formation et de recherche aux universités exclusivement.

Les moyens ainsi économisés devront être réinvestis dans de nouveaux travaux urgents.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Ammann-Bern, Aregger, Bonny, Cincera, Eppenberger-Nesslau, Feigenwinter, Frei-Romanshorn, Früh, Geissbühler, Giger, Kohler Raoul, Nef, Oehler, Pfund, Schnyder-Bern, Schwarz, Tschuppert, Waner, Weber-Schwyz (19)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

1. Die Pharmazie wird heute an der ETH Zürich und an den Universitäten Basel, Bern, Genf und Lausanne gelehrt. An den Universitäten Fribourg und Neuchâtel wird sie für die erste Studienphase vermittelt.

Ein 1973 erstelltes Gutachten des inzwischen verstorbenen Prof. Dr. Hubert Bloch schlug aus Rationalisierungsgründen vor, die Lehre und Forschung auf dem Gebiete der Pharmazie auf zwei schweizerische Hochschulen zu konzentrieren, eine in der deutschen, die zweite in der welschen Schweiz.

2. Aufgrund dieser Empfehlung wurde die Aufhebung der Fakultät für Pharmazie an der Universität Basel und deren Überführung an die ETH Zürich für den Herbst 1977 vorbereitet. Die von der Erziehungsdirektion des Kantons Basel Stadt und von der Leitung der ETH Zürich dafür eingeleitete Planung musste jedoch in der Folge abgebrochen werden, weil die massgeblichen politischen, wissenschaftlichen und wirtschaftlichen Kreise von Basel Stadt sich der Aufhebung der Pharmazie an der Universität Basel zunehmend widersetzen.

3. Inzwischen ist die Pharmazie durch eine Änderung der Prüfungsbedingungen stärker der Medizin angenähert worden. Ausserdem lassen die prekären finanziellen Bedingungen aller schweizerischen Hochschulen heute eine Rationalisierung sehr viel dringender erscheinen als in den siebziger Jahren. Aus diesem Grunde ist eine Zusammenlegung der Pharmazie im umgekehrten Sinne anzustreben. Die Abteilung V der Pharmazie an der ETH Zürich soll mittelfristig aufgehoben und es sollen statt dessen die entsprechenden Fakultäten der Universitäten Basel und Bern verstärkt werden. Es wäre insbesondere sinnvoll, das Schwergewicht der Pharmazie nach Basel zu verlegen, das gleichzeitig eine weltberühmte pharmazeutische Industrie beherbergt.

5. Die postulierte Strukturbereinigung auf dem Gebiete der Pharmazie wird zu Mehrkosten an den Universitäten Basel und Bern führen, welche die bisherige Ausbildungskapazität der ETH Zürich ersetzen müssen. Der Bund wird diese beiden Universitäten dafür mindestens in einer Übergangsphase durch besondere Beiträge entlasten müssen.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates vom 21. November 1984

Déclaration écrite du Conseil fédéral du 21 novembre 1984

Der Bundesrat ist bereit, das Postulat entgegenzunehmen.

Überwiesen – Transmis

Wortlaut des Postulates vom 26. September 1984

Der Bundesrat wird eingeladen, im Interesse der Konzentration und des rationelleren Einsatzes der Mittel die Abteilung für Pharmazie an der ETH Zürich mittelfristig aufzuheben und dieses Ausbildungs- und Forschungsgebiet ganz den

Postulat Lüchinger Hochschulen. Rationalisierung und Zusammenarbeit

Postulat Lüchinger Universités. Rationalisation et collaboration

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1984
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	17
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	84.524
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	14.12.1984 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1926-1927
Page	
Pagina	
Ref. No	20 013 003

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.